

Grève de la faim des prisonniers politiques palestiniens : La France doit entendre leur appel

Communiqué de l'AFPS, lundi 24 avril 2017

Le 17 avril Marwan Barghouthi lançait un mouvement de grève de la faim auquel participent aujourd'hui environ 1500 prisonniers politiques palestiniens.

Son [appel paru dans le New York Times](#) a aussitôt connu une résonance mondiale et mis les autorités israéliennes en position d'accusées devant l'évidence des violations du droit qu'elles ont de longue date érigé en système.

Le mouvement a des objectifs précis et limités : obtenir que les conditions de détention des prisonniers cessent de violer les droits de l'Homme et le droit international, mais il lève, de ce fait même, le voile sur le système de domination et d'apartheid de l'occupation.

La seule réponse israélienne a été la répression : mesures disciplinaires, dispersion des grévistes dans de nouvelles prisons, mise en cellules d'isolement des responsables du mouvement de grève, interdiction d'accès des avocats à leurs clients, suppression généralisée de toutes les visites de familles.

Entre les ministres de Netanyahu, la surenchère est de mise : face à un « archi-terroriste » comme Marwan Barghouthi, Lieberman a appelé à suivre l'approche de Margaret Thatcher avec Bobby Sands, tandis que la ministre de la justice confirmait que les autorités pénitentiaires n'hésiteraient pas à les nourrir de force ... Pour Yisrael Katz, sinistre ministre du Likoud, Barghouthi aurait dû tout simplement être exécuté. Nous n'avons malheureusement pas entendu beaucoup de responsables politiques français s'offusquer de ces propos glaçants.

Les partisans de Naftali Bennett ont cru démoraliser les prisonniers en organisant un barbecue géant devant la prison d'Ofer. Il n'ont fait qu'y dévoiler leur ignominie.

L'AFPS salue avec respect ce grand mouvement de résistance organisé dans des conditions extrêmement difficiles et qui rencontre un écho puissant dans toute la Palestine et bien au-delà. Elle appelle les citoyens et les organisations démocratiques à le soutenir avec force.

L'AFPS appelle les autorités françaises à protester publiquement contre la répression de ce mouvement et à soutenir ses revendications. Il n'y aura pas de solution politique sans la libération préalable de ces prisonniers politiques qui sont pour leur peuple le symbole de sa résistance. La France doit s'opposer dans les actes et pas seulement en paroles à la politique criminelle du gouvernement israélien.

Le Bureau national